



DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

**Accord-cadre
Marché à procédure adaptée
n° 2025-0479/EdA-DA**

Fourniture d'ordinateurs portables durcis au profit du
client de l'Economat des Armées

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Procédure adaptée

Annexe 1 – notice technique

MAPA n° 2025-0479/EdA/DA

CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

L'accord-cadre ainsi que la consultation, passés suivant les règles de la procédure adaptée, sont établis sur le fondement des textes suivants :

- ✓ le Code de la Commande Publique (CCP) ;
- ✓ le CCAG/ Fournitures Courantes et Services, dit « CCAG FCS », dans sa version du 30 mars 2021.

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la fourniture d'ordinateurs portables durcis au profit du client de l'EdA

Le besoin est défini comme suit :

- PC durcis : – quantité estimative 30
- Lots de batteries de rechange – quantité estimative 30

Les caractéristiques techniques sont décrites en annexe 1 du présent document.

Il s'agit d'un accord-cadre passé selon une procédure adaptée (MAPA) par référence aux articles L2123-1 et R2123-1 du CCP. Il est conclu pour un montant **maximum** de 221 000€ HT.

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures à bons de commande (Art. R. 2162-1 et suivants du code de la commande publique).

1.2 Forme, nature et durée de l'accord-cadre

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande de fourniture.

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période de douze (12) mois, cette date constituant la date anniversaire.

L'accord-cadre est tacitement reconductible une (1) fois douze (12) mois à l'issue de la première période d'exécution, soit une durée maximale de deux (2) ans, dans la limite du montant maximum.

Cas de non-reconduction par le pouvoir adjudicateur celui-ci doit en informer le titulaire au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective restante de l'accord-cadre à bons de commande.

1.3 Marchés complémentaires

En application de l'article R 2122-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marchés de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet l'achat de fournitures complémentaires à celles qui ont été livrées par le titulaire du présent accord-cadre.

Lorsque de tels marchés sont passés, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

ARTICLE 2 – PIECES DU MARCHE

L'accord-cadre est régi par les pièces suivantes :

2.1 Pièces particulières

L'accord-cadre est régi par les pièces particulières énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- 1) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2) le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe ;
- 3) l'offre technique du titulaire ;
- 4) les éventuelles modifications à l'accord-cadre, signées des deux parties.

2.2 Pièces générales

L'accord-cadre est régi par ces pièces générales (en vigueur au jour de la signature du présent document) :

- 1) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux accords-cadres publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS), en vigueur à la date d'établissement du DCE ;
- 2) la législation et la réglementation en vigueur pour les prestations, objets de l'accord-cadre ;
- 3) les normes professionnelles en vigueur à la date de notification prévues dans le cadre du règlement du travail lié au présent accord-cadre ;
- 4) les pratiques et coutumes de la profession.

2.3 Exhaustivité des pièces

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis aux articles 2.1 et 2.2, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

En cas de contradiction, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure, les pièces particulières prévalant sur les pièces générales.

Les dispositions contractuelles prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 Obligations du titulaire

Le titulaire :

- désigne, pour toute la durée de l'accord-cadre, un responsable (personne physique et interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur) qui suit et coordonne l'action des différents intervenants et le représente face au pouvoir adjudicateur. De cette personne dépend essentiellement la bonne exécution de l'accord-cadre, qui assure un suivi personnalisé et conseille le pouvoir adjudicateur ;
- soumet à l'approbation du pouvoir adjudicateur l'éventuel remplacement d'un intervenant par un profil au moins équivalent ;

- est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables aux prestations objets du accord-cadre ;
- a un devoir d'information, de conseil et d'alerte envers le pouvoir adjudicateur ;
- respecte les prix indiqués au BPU ;
- est tenu à des résultats précis quant à la réalisation des prestations ;
- respecte les consignes de confidentialité en vigueur.

3.2 Assurance et responsabilité du titulaire

Le titulaire déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation et permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du titulaire et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques couverts et sa période de validité. À défaut de production de cette attestation, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, l'accord-cadre est résilié à ses torts exclusifs, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

L'assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident et de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de cet accord-cadre.

3.3 Obligations et droits du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur :

- s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations, les informations nécessaires qu'il lui est possible de fournir et qui sont de nature à garantir le succès des prestations ;
- informe le titulaire des modifications substantielles du contexte des prestations ou de ses conditions de mise en œuvre ;
- s'engage à ne pas divulguer d'informations liées aux prix et aux conditions d'exécution du titulaire.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS TECHNIQUES

L'accord-cadre est exécuté par l'émission d'un bon de commande établi par le pouvoir adjudicateur.

Le bon de commande est exclusivement émis par écrit (courrier électronique) par le pouvoir adjudicateur. Aucune commande ne peut être prise en compte si elle est passée oralement.

Le bon de commande mentionne notamment :

- l'objet et la référence du accord-cadre ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- l'identification du pouvoir adjudicateur
- la date d'émission du bon de commande et sa référence ;
- la date de livraison prévue ;
- le lieu de livraison prévue
- la désignation de l'article commandé et sa quantité ;
- le prix unitaire et total en EUROS H.T;

Le bon de commande est émis suite à la notification de l'accord-cadre.

Le bon de commande fait l'objet d'une confirmation sous quarante-huit (48) heures ouvrées.

Le pouvoir adjudicateur assure le transport des équipements depuis les locaux du titulaire jusqu'à la destination finale.

L'incoterm **FCA_LOCAUX DU TITULAIRE** est utilisé conformément à la réglementation douanière *Incoterms 2020*. Les opérations de chargement et de sécurisation de la marchandise dans le vecteur de transport sont à la charge du titulaire.

Les mises à dispositions partielles ne sont pas autorisées sauf accord express du pouvoir adjudicateur.

Le conditionnement et l'emballage des articles sont du type :

- emballage élémentaire unitaire (EEU) « Colis contenant un seul article »
- emballage élémentaire multiple (EEM) « Colis contenant plusieurs articles identiques, généralement de petites dimensions (vis, écrous, transistors...) »

Tous les types de conditionnement et d'emballage comportent des protections mécaniques nécessaires pour assurer l'immobilisation, l'amortissement et une résistance à la compression.

Les pièces mécaniques usinées prévoient une protection physico-chimique appropriée pour éviter l'oxydation.

Toutefois le conditionnement et l'emballage du fournisseur sont acceptés sous réserve de respecter les normes militaires donc de résister aux chocs et aux agents atmosphériques, pendant la livraison vers les bénéficiaires.

- marquage des produits :

Les articles comportent (sur l'article ou sur l'emballage) un marquage fabricant avec à minima les informations suivantes :

- le nom du fabricant ;
- les marquages réglementaires de sécurité ainsi que l'identification CE ;
- la désignation de l'article avec sa référence « constructeur ».

- Marquage du colis :

Chaque étiquette d'emballage élémentaire unitaire, élémentaire multiple et intermédiaire (groupement de plusieurs emballages élémentaires) comporte les informations suivantes :

- la référence du fabricant ;
- la désignation de l'article ;
- le nombre d'articles (EEU) et (EEM) ;
- le nom du titulaire ;
- le numéro du accord-cadre en question ;
- la date de péremption, pour les fournitures concernées.

Le marquage (fixé sur l'emballage) des emballages collectifs, de transport ou d'expédition doit comporter une fiche d'encaissage indiquant le contenu et accompagnée des déclarations de conformité.

Le titulaire doit pouvoir fournir la traçabilité complète des équipements depuis le fabricant jusqu'au lieu de livraison.

Il doit toujours être en mesure de justifier le certificat d'origine des équipements.

Les conditions de garantie sont celles précisées dans l'offre technique du titulaire et sont comprises, dans leurs totalités, dans les prix du titulaire.

Au plus tard le jour de la mise à disposition, le titulaire s'engage à fournir à l'émetteur du bon de commande par courrier électronique les documents suivants :

- la facture avec le code douanier ;
- la liste de colisage ;
- les justificatifs d'origine ;
- les dossiers techniques et manuel d'utilisateur en français ;
- les certificats de conformité ;
- les fiches de données de sécurité ;
- plus généralement, tout document nécessaire à l'export.

ARTICLE 5 – VERIFICATION ET ADMISSION

5.1. Opérations de vérification (article 27 et suivants du CCAG/FCS)

Les prestations du présent accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de ce dernier. Les opérations de vérifications se font dans les locaux du titulaire, avant la mise sur palette. Les produits doivent être accessibles et facilement contrôlables. La vérification qualitative se fait sur la base des fiches techniques transmises et validées. Les vérifications sont effectuées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, et conformément à l'article 29.2 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous.

5.2. Admission des prestations (article 30.1 CCAG/FCS)

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou l'absence de décision dans un délai de quinze (15) jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

5.3. Ajournement (article 30.2 CCAG/FCS)

Les dispositions de l'article 30.2 du CCAG/FCS s'appliquent.

5.4. Réception avec réfaction (article 30.3 CCAG/FCS)

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

5.5. Rejet des prestations (article 30.4 du CCAG/FCS)

Les dispositions de l'article 30.4 du CCAG/FCS s'appliquent.

ARTICLE 6 - GARANTIE

Les conditions d'échange, de garantie et de SAV sont celles précisées dans l'offre technique du titulaire. A défaut, les stipulations de l'article 33 du CCAG/FCS s'appliquent.

Les fournitures sont, au minimum, couvertes par la durée légale de garantie des fournitures.

ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHE

7.1 Contenu des prix

Le prix total de l'accord-cadre est détaillé en annexe de l'Acte d'Engagement (BPU), et est établi pour l'ensemble des fournitures qui y sont détaillées.

Le prix inclut notamment :

- l'ensemble des exigences décrites dans le présent accord-cadre ;
- l'ensemble des dépenses et frais nécessaires à la complète et parfaite réalisation de l'accord-cadre ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales, sociales, d'assurance ou autres frappant obligatoirement les prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- les personnels nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que toutes les indemnités liées aux conditions de travail.

7.2 Forme, nature et mois d'établissement des prix

Les prix de l'accord-cadre sont exprimés en euros (€) hors taxes (HT), sont unitaires et fermes pour l'ensemble des fournitures, et sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

ARTICLE 8 – FACTURATION ET AUTRES MODALITES FINANCIERES

Le paiement des factures n'intervient qu'après que le pouvoir adjudicateur a accepté les prestations (cf. article 5 du présent accord-cadre).

8.1 Facturation

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Afin que le traitement de la facture soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le code service : DIO_FEP ;
- les références de l'accord-cadre (numéro et date) ;
- le n° de SIRET du pouvoir adjudicateur (542 085 907 00013) ;

- les prestations réceptionnées ;
- le montant hors taxes ;
- les taux et montant des taxes ;
- le montant total HT et TTC des prestations réceptionnées ;
- la date de facturation.

Chaque facture est accompagnée d'un état nominatif mensuel du personnel affilié.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique. De ce fait, le délai de traitement des factures par la Direction Financière et Comptable du pouvoir adjudicateur est allongé et la mise en règlement retardée.

8.2 Intérêts moratoires

À défaut de paiement dans les trente (30) jours maximum suivant la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

8.3 Délais de paiement

Les factures établies mensuellement par le titulaire sont réglées dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve de la validation par le pouvoir adjudicateur du relevé mensuel établi par le titulaire.

8.4 Nantissement et cession de créance

Le pouvoir adjudicateur délivre au titulaire, sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre en nantissement : toute cession de créances est notifiée directement au comptable du pouvoir adjudicateur par l'établissement cessionnaire.

8.5 Avances

Conformément à l'article 11 option A du CCAG/FCS, une avance de 10% est accordée au titulaire à l'émission de chaque bon de commande.

Les modalités de remboursement de l'avance s'appliquent conformément aux dispositions des articles R2191-11 et 12 du CCP.

8.6 Garantie d'avance

Sans objet.

ARTICLE 9 – PÉNALITÉS

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont dues quel que soit leur montant et ne peuvent excéder 20% du chiffre d'affaires mensuel réalisé par le titulaire au titre de l'accord-cadre.

➤ Pénalité pour retard

Lorsque le délai contractuel de livraison des fournitures est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 1000$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité ;

R = nombre de jours de retard.

➤ Pénalité pour non-respect des dispositions des pièces de l'accord-cadre

En cas de non-respect des dispositions des pièces de l'accord-cadre incluant, notamment, l'absence de transmission des fiches techniques et données de sécurité, le titulaire peut se voir infliger une pénalité forfaitaire de 50 € H.T. par non-respect constaté.

Le non-respect d'une obligation de l'accord-cadre est constaté par le pouvoir adjudicateur et notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire défaillant.

ARTICLE 10 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS s'appliquent.

ARTICLE 11 – RESILIATION

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au « Chapitre VII Résiliation » du CCAG/FCS.

ARTICLE 12– CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent accord-cadre ;
- ajustement des modalités d'exécution des prestations, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire¹, à certaines conditions²;
- reprise de l'exécution de l'accord-cadre par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur.

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

¹ Fusion, acquisition, absorption et scission

² A condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.

ARTICLE 13 – LITIGES ET DIFFERENDS

Le droit français s'applique au présent accord-cadre.

En cas de litige pendant son exécution, le règlement amiable est privilégié.

En cas de litiges répétés sans amélioration, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire après envoi d'une mise en demeure. A défaut d'un règlement amiable, il peut être recherché la solution juridictionnelle. Le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, soit avant la notification de l'accord-cadre, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication sans qu'il soit besoin d'explicitier systématiquement le caractère confidentiel de cette dernière. En particulier, sont considérés comme confidentiels l'organisation et le fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, ainsi que toute information relative au personnel travaillant pour le compte de ce dernier et les prix proposés dans le cadre du présent accord-cadre.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour assurer la confidentialité des éléments de l'accord-cadre.

Le titulaire et le personnel affecté à la collecte et à l'exploitation des données demeurent soumis aux règles du secret professionnel, ainsi qu'aux habilitations en usage le cas échéant.

S'il constate une attaque informatique il en informe sans délai le pouvoir adjudicateur et précise si des données lui appartenant et/ou en lien avec l'exécution de l'accord-cadre ont pu être atteintes, copiées, divulguées, corrompues, détruites ou autre. Il indique les moyens qu'il a mis en œuvre pour faire cesser l'intrusion, ainsi que ceux qu'il met en place pour prévenir tout nouvel incident.

Si les mesures ainsi présentées n'apparaissent pas suffisantes au pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve la possibilité de demander des investigations techniques, voire de faire intervenir dans les locaux du titulaire des équipes spécialisées, pour contrôler les mesures de sécurité prises visant à protéger les informations confiées au titulaire et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le titulaire s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues.

Le titulaire s'oblige à procéder à la destruction des informations dont il a connaissance dès lors qu'elles ne sont plus nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre. Sauf indication contraire du pouvoir adjudicateur, cette destruction doit être totale à l'issue de l'accord-cadre.

En cas de violation des obligations mentionnées aux alinéas précédents, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'accord-cadre peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 15 - PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire, en tant que sous-traitant des données à caractère personnel, est susceptible d'avoir accès à des données dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire doit, dès lors, opérer leur traitement en conformité avec les dispositions de :

- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée en dernier lieu par l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel ;

- les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel créées par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (dit « RGPD »).

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union Européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur, est formellement prohibée.

Dans le cadre de cet accord-cadre spécifique, le titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que conformément aux finalités qui ont justifié sa communication par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'interdit notamment d'utiliser les données personnelles à des fins de prospection commerciale.

Le titulaire s'assure en outre que les données à caractère personnel ne fassent l'objet d'aucune opération de la part d'un prestataire sous-traitant ou d'une personne agissant sous son autorité, autres que celles prévues dans le présent accord-cadre.

En tout état de cause, le titulaire ne peut divulguer à des tiers les données à caractère personnel dont il a accès dans le cadre du présent accord-cadre sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire met en place des procédures assurant que les tiers autorisés à accéder aux données à caractère personnel respectent et préservent la confidentialité et la sécurité desdites données.

Le titulaire s'assure, en outre, que ces données ne puissent être ni cédées ni louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au présent accord-cadre et se porte-fort du respect de cette obligation par son ou ses prestataires.

ARTICLE 16 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

L'accord-cadre spécifique portant sur la fourniture d'équipements, le titulaire doit limiter de façon significative les impacts néfastes susceptibles d'être générés auprès des utilisateurs et sur l'environnement.

Le titulaire:

- veille à ce que l'exécution du accord-cadre spécifique dont il est attributaire respecte les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces prescriptions en cours d'exécution de l'accord-cadre spécifique et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. A défaut de justifications ou à défaut de respect, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire ;
- mène globalement une démarche favorable à l'environnement en prenant en compte les différentes étapes du cycle de vie des fournitures (de leur conception à leur fin de vie) tout en garantissant des fournitures de qualité (aptitude à l'usage et durabilité).
- s'il met en œuvre de façon volontaire des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le cadre de son activité et de l'exécution du accord-cadre, il doit être en mesure d'en apporter la preuve.
- outre la réglementation en vigueur en collectivité, le titulaire respecte les préconisations

suivantes :

- optimisation des emballages : emballages recyclables, minimisation du suremballage, réduction des déchets d'emballage... ;
- optimisation des flux logistiques.

ARTICLE 17 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG/FCS, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des neuf conventions fondamentales de l'Organisation International du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 18 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE ET DE NON-DIVULGATION

18.1 Informations confidentielles

On entend par Informations confidentielles toutes informations, renseignements, connaissances, documents, données ou objets quelconques de toute nature, notamment intellectuelle, technique, scientifique, contractuelle, financière, économique et/ou commerciale communiqués par le pouvoir adjudicateur au titulaire ou portées à la connaissance de celui-ci sous quelque forme que ce soit, par écrit ou par oral, par tout moyen et notamment :

- l'ensemble des éléments du accord-cadre ;
- toutes informations couvertes ou non par un droit de propriété intellectuelle, notamment relatives aux plans, logiciels, produits, études, analyses, projets, systèmes, méthodes, processus, savoir-faire, développés par le pouvoir adjudicateur et/ou son client ;
- toutes informations économiques, commerciales, sociales, organisationnelles concernant le pouvoir adjudicateur et/ou son client ;
- toutes informations relatives aux clients du pouvoir adjudicateur, à la localisation et à la configuration technique des sites à couvrir et plus généralement toutes informations se rapportant aux besoins à satisfaire ;
- toutes informations relatives aux données personnelles des personnels militaires et civils pouvant être communiquées pour satisfaire lesdits besoins, telles que définies par la réglementation française et européenne en vigueur ;
- ainsi que les discussions objet de la présente clause, communiquées par quelque moyen que ce soit sur quelque support que ce soit. La détermination du caractère confidentiel des informations susmentionnées peut résulter, notamment, de l'apposition de toute mention appropriée de confidentialité sur les documents dans lesquels apparaîtront lesdites informations.

Ne sont pas considérées comme des Informations Confidentielles toutes informations pour lesquelles le titulaire peut apporter la preuve :

- qu'elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- qu'elles lui sont déjà connues ;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite, sans restrictions, ni violations par ce tiers d'une obligation de confidentialité envers le pouvoir adjudicateur et/ou ses clients.

18.2 Obligation de non-divulgation

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer, totalement ou partiellement, les Informations Confidentielles et à prendre toutes les mesures appropriées pour assurer leur confidentialité. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Les personnes ayant qualité pour en connaître peuvent, de manière limitative, être :

- un tiers auquel la communication a été autorisée préalablement et par écrit par le pouvoir adjudicateur, à condition que ce tiers s'engage à se soumettre aux présentes obligations de non divulgation ;
- le personnel du titulaire habilité ;

Le titulaire reste responsable envers le pouvoir adjudicateur et son client du respect par ces personnes desdites obligations et se porte fort de leur exécution, qu'importe le titre auquel ces personnes ont reçu communication de ces Informations Confidentielles.

Cette communication s'opère uniquement lorsqu'elle s'avère strictement nécessaire à l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage notamment :

- à conserver et à traiter ces informations confidentielles en respectant un niveau de protection et de précaution conforme aux règles et usages de sa profession ;
- à n'utiliser les informations confidentielles que dans le cadre de l'exécution du accord-cadre et, d'une manière générale, à ne pas les utiliser au détriment du pouvoir adjudicateur ;
- à communiquer au pouvoir adjudicateur, le plus rapidement possible, toute requête qu'il aurait reçue d'un tiers demandant la divulgation des informations confidentielles ;
- à détruire les informations confidentielles dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution du accord-cadre et à supprimer immédiatement, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout support sur lesquels elles seraient fixées ; le titulaire s'obligeant dans ce dernier cas, à cesser immédiatement toute utilisation des informations confidentielles concernées ;
- à confirmer au pouvoir adjudicateur, à première demande et par écrit, que les dispositions ci-dessus sont remplies.

Sans préjudice de son obligation de non divulgation, le titulaire peut transmettre les informations confidentielles dans les cas suivants :

- l'utilisation ou la divulgation des informations confidentielles a été autorisée, par écrit, par le pouvoir adjudicateur ;
- le titulaire de bonne foi était en possession desdites informations confidentielles avant la date de communication par le pouvoir adjudicateur et/ou son client, ceci pouvant être démontré par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers ;
- les informations confidentielles font l'objet d'une requête par une autorité administrative ou judiciaire en vertu d'une loi, d'un décret, d'un règlement ou d'une décision de justice ; mais ce, uniquement pour la partie des informations confidentielles objet de cette obligation ; dans ce cas, le titulaire s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur préalablement à toute divulgation.

18.3 Propriété des informations

Les informations confidentielles font l'objet d'une requête par une autorité administrative ou judiciaire en vertu d'une loi, d'un décret, d'un règlement ou d'une décision de justice ; mais ce, uniquement pour la partie

des informations confidentielles objet de cette obligation ; dans ce cas, le titulaire s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur préalablement à toute divulgation.